

Dissuasion nucléaire et industrialisation

André Beaufre

Citer ce document / Cite this document :

Beaufre André. Dissuasion nucléaire et industrialisation. In: Tiers-Monde, tome 7, n°28, 1966. Désarmement et développement. pp. 741-750;

doi : <https://doi.org/10.3406/tiers.1966.2301>

https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1966_num_7_28_2301

Fichier pdf généré le 29/03/2018

DISSUASION ET INDUSTRIALISATION

par André BEAUFRE

Il n'est guère contestable que, de nos jours, et avec l'apparition de l'arme thermonucléaire, la Défense nationale soit fondée sur l'idée de dissuasion. Pour la première fois dans l'histoire, la maxime « Si vis pacem para bellum » prend un sens, car la guerre moderne devient un phénomène absurde, hors de proportion avec la plupart des enjeux politiques justifiant un conflit. De là résulte une situation complexe, dont les conséquences sont encore mal intégrées à nos concepts, encore marqués par les grandes guerres du xx^e siècle que nous avons vécues. D'autre part, la stratégie nouvelle de dissuasion demeure trop conjecturale pour entraîner des conclusions définitives : nous sommes encore dans une période d'évolution et d'adaptation.

J'ai le sentiment que cette évolution nous amènera, peut-être vers la fin du siècle, à une formule de sécurité internationale sous le contrôle de l'O.N.U., et qu'à ce moment les risques de grandes guerres seront pratiquement éliminés. Mais de même que l'instauration de la police n'a pas supprimé complètement l'emploi de la violence entre individus, surtout pendant les périodes révolutionnaires, il est à penser que les collectivités humaines connaîtront encore des affrontements armés, prenant sans doute la forme de conflits mineurs, plus ou moins à base de guerrilla et d'action politique. Ce nouveau style de conflits que nous avons déjà vu accompagner les crises de décolonisation et qui se développe actuellement au Viêt-nam, est sans doute la forme que prendront les guerres de l'avenir, sous l'effet de la limitation imposée par la dissuasion nucléaire. La dissuasion, malheureusement, ne saurait avoir une valeur absolue. C'est pourquoi la Défense nationale, fondée sur la dissuasion, ne pourra vraisemblablement pas éviter de conserver certaines préoccupations de « défense » proprement dite.

Partant de ces prémisses, je voudrais examiner le problème des rapports entre les armements et le développement économique, car

(1) Général d'Armée, directeur de l'Institut d'Etudes stratégiques.

c'est un sujet où règnent des préjugés qui ne tiennent pas un compte suffisant de la complexité des phénomènes humains. Pour l'éclairer, j'examinerai d'abord l'évolution passée, puis j'étudierai la situation actuelle, à l'âge des armements scientifiques et de haute technicité, enfin je tenterai de dégager certaines perspectives d'avenir concernant la sécurité et le développement économique des nations non industrialisées.

I. — ARMEMENTS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE PASSÉ

Les armes — depuis la pierre taillée — ont toujours été le produit de l'industrie. Mais à l'âge artisanal, la guerre, sous-produit de l'industrie, était un moyen de s'approprier des richesses sous forme d'or, d'esclaves ou de territoires. Le prodigieux développement de Rome ne s'explique pas autrement.

A l'âge industriel, le phénomène s'est progressivement transformé : l'emploi des machines à tuer entraînait des destructions d'une échelle telle que la guerre ne pouvait plus nourrir la guerre. On le comprit malheureusement trop tard, après les hécatombes de 1914-1918. Mais Hitler n'avait pas encore compris, et il fut cause de la ruine de l'Europe. Ces deux terribles expériences mettaient en évidence la malfaisance de la guerre et la nécessité absolue de lui enlever l'auréole romantique dont l'avaient parée les campagnes de rapine du passé.

Cette réaction nécessaire prit deux formes : d'une part se développe un mouvement pacifiste, de caractère moral, d'autre part on fit valoir l'absurdité des dépenses militaires, devenues « improductives ». Cependant, comme la paix demeurait instable, il fallait bien continuer à organiser un système de défense. C'est alors que fut soulevé le problème de l'antinomie entre les armements et le développement économique, selon la formule de Gœring « entre le beurre et les canons ».

Sous cette forme, la question est fort mal posée, car dès la période industrielle il y eut une interdépendance très grande entre la capacité d'armement et les intérêts de l'industrie. Jusqu'au milieu du xx^e siècle, la capacité d'armement, essentiellement à base de fonte et d'acier, a été étroitement liée à l'existence d'une forte industrie sidérurgique. Plus généralement, les dépenses d'armement, de plus en plus considérables, ne pouvaient s'effectuer qu'au départ d'une économie suffisamment florissante. L'économie était créatrice d'un potentiel dont une partie était mobilisée par les armements. Mais réciproquement, les armements

DISSUASION ET INDUSTRIALISATION

constituaient un débouché à l'industrie et participaient à son essor. On a vu avec surprise comment l'Allemagne hitlérienne, grâce il est vrai à Schacht, sut à la fois réarmer et supprimer le chômage. On sait aujourd'hui quelle place tiennent les dépenses d'armement dans l'économie des États-Unis. En termes économiques, la production d'armements peut jouer un rôle utile si elle ne dépasse pas une certaine proportion de l'ensemble et si elle aide à dégager les ressources nécessaires aux investissements industriels. Dans la plupart des grands pays les dépenses d'armement ont joué le rôle d'un régulateur entre les mains du gouvernement qui détient le contrôle des marchés. Le fait que des dépenses soient « improductives » les range dans la même catégorie que les nombreuses autres dépenses improductives, comme les cigarettes ou les transistors, et c'est pourquoi elles doivent rester dans une proportion convenable avec l'activité d'ensemble.

Toutefois, les deux premières guerres mondiales ont montré la naissance et le développement de phénomènes nouveaux de grande conséquence : les besoins urgents créés par la guerre ont amené à appliquer des ressources considérables dans la recherche technique et il en a résulté des progrès spectaculaires qui ne se seraient jamais réalisés à ce rythme en temps de paix. L'aviation, l'électronique et la chirurgie par exemple ont bénéficié très largement de la guerre, ouvrant ainsi des possibilités pacifiques absolument révolutionnaires. On a découvert à cette occasion le rôle capital de l'avance technique, ainsi que la nécessité d'une recherche systématique et puissamment dotée.

Ainsi, l'antinomie entre les armements et le développement économique est loin d'avoir été aussi absolue qu'on le croit souvent. Au contraire, dans une proportion raisonnable et convenablement orientée, la production d'armements a pu être un facteur de prospérité.

II. — ARMEMENTS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE A L'ÂGE SCIENTIFIQUE

Avec l'apparition des armements scientifiques, les rapports entre l'armement et le développement économique se sont profondément modifiés. Cela tient à deux catégories de causes : d'une part les dépenses se sont accrues considérablement, d'autre part l'intérêt technique des progrès réalisés dépasse très largement le cadre de l'intérêt stratégique.

L'augmentation du volume des dépenses entraînées pour la recherche et pour les investissements industriels requis pour la production des

matières fissiles, des engins ou pour la conquête de l'espace fait que ces activités relèvent maintenant de l'État, directement ou indirectement. Bien plus, seuls les États disposant d'une économie puissante peuvent en assumer la charge, ce qui cause une différenciation croissante entre nations et conduit à former des groupements de puissances destinées soit à « s'abonner » à la protection nucléaire d'une des grandes puissances (cas de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie), soit à envisager la mise en commun des ressources de plusieurs États pour la production des armements modernes (comme certains l'envisagent pour l'Europe). Comme en outre avec les armements modernes les problèmes stratégiques se situent maintenant à l'échelle des continents, l'évolution tend à recommander des groupements régionaux de puissances, ouvrant ainsi la voie à une évolution politique assez semblable à celle qui s'est produite à l'époque de la Renaissance en Europe, grâce en grande partie à l'artillerie, par laquelle les provinces se sont réunies en États-nations.

Mais en même temps, la course aux armements a complètement changé de caractère. Dans le passé, le problème était beaucoup plus quantitatif que qualitatif : c'étaient des millions d'hommes qu'il fallait armer, ce qui requérait des quantités énormes de fonte et d'acier. Comme il ne pouvait pas être question de renouveler souvent ce stock, on se trouvait en présence de deux possibilités : soit faire la guerre quand on était prêt (c'est ce que firent les Allemands), soit se défendre statiquement jusqu'à ce qu'on ait construit les armements nécessaires (c'est ce qui nous réussit en 1914 et échoua en 1940). Aujourd'hui le problème est devenu essentiellement qualitatif parce que tout progrès technique notable démode irrémédiablement l'armement adverse : depuis 1950 on a vu ainsi l'avion rapide à plafond élevé démoder les radars de la première génération, les engins balistiques démoder les terrains d'aviation et les radars de la deuxième génération, les sous-marins nucléaires porteurs d'engins démoder les engins intercontinentaux de la première génération, etc. Dans ces conditions, la stratégie de dissuasion ne se fonde plus sur les armements en stock, mais sur les perspectives ouvertes par l'apparition de prototypes. C'est ainsi que les résultats obtenus par le *sputnik*, engin expérimental, ont suffi à ouvrir la crise stratégique américaine connue sous le nom de *missile gap*. Dès lors, l'intérêt qui portait autrefois sur les *fabrications* passe maintenant aux *recherches* et aux *études*, si bien qu'une partie importante des dépenses de défense est consacrée aux techniques de pointe : physique nucléaire, calculateurs

DISSUASION ET INDUSTRIALISATION

électroniques, recherche de moyens énergétiques et de matériaux nouveaux, etc., et même aux recherches scientifiques fondamentales. De ce point de vue, la politique de dissuasion joue en temps de paix le rôle d'accélérateur de découvertes qu'avaient déjà rempli les deux dernières guerres mondiales. Aussi les progrès se maintiennent-ils à un rythme spectaculaire.

Je sais bien — et c'est une critique qui est souvent faite — que ces recherches effectuées en vue de la défense ne sont pas toujours orientées dans la direction qui serait la plus payante du point de vue scientifique ou technique. Nombre de chercheurs français par exemple se sentent frustrés d'avoir à refaire seuls des découvertes portant sur des techniques nucléaires qui ont été déjà faites trois ou quatre fois à l'étranger. Il est certain qu'un programme de recherches idéal connaîtrait d'autres ordres d'urgence. Mais ce que ces chercheurs ne voient point, c'est que le programme idéal dont ils rêvent ne recevrait jamais les apports financiers nécessaires. Une fois de plus, c'est le besoin qui crée l'organe et le besoin de sécurité est un besoin terriblement puissant. D'autre part, même s'ils parcourent des sentiers battus, ils peuvent y faire des découvertes nouvelles et imprévues; le conformisme et la routine sont de mauvaises écoles de progrès. Enfin, l'équipement industriel réalisé à des fins militaires peut s'avérer infiniment précieux par la suite : n'oublions pas les précédents de l'aviation par exemple, qui, après avoir été pendant un lustre un luxe militaire et sportif, a fini par transformer la vie de l'humanité. Les voies de la providence sont toujours mystérieuses.

D'ailleurs, je crois que les techniques imposées par le danger pressant des guerres ou de la course aux armements sont toujours à l'avant-garde des techniques industrielles, parce que celles-ci, malgré le mobile du profit, ne peuvent pas bénéficier du même degré d'urgence. L'industrie des armements repose aujourd'hui essentiellement sur la recherche et sur les techniques de pointe. C'est dans cette voie que doit s'engager l'ensemble de l'industrie, si elle ne veut pas se voir déclasser rapidement dans notre siècle de progrès continus et rapides. Il lui faudra d'ailleurs d'autant plus de prévision que, à l'opposé des industries d'armement de plus en plus concentrées sur les résultats conjecturaux des inventions récentes ou même prochaines, les industries civiles doivent s'assurer une avance de *production* suffisante pour amortir leurs investissements. La manœuvre industrielle et économique se jouera donc de plus en plus dans l'avenir.

De l'ensemble de ces considérations, il résulte qu'il y a de moins

en moins d'antinomie entre l'armement et la prospérité économique, dans la mesure où les dépenses d'armement servent en grande partie à ouvrir la voie aux techniques de pointe. Je pense même que c'est dans cet esprit que devraient être conçus les programmes de recherche de l'armement, car seul l'État peut engager des dépenses importantes dans des directions qui ne sont pas rapidement rentables.

J'ai parlé jusqu'à présent exclusivement des armements scientifiques. Le problème est quelque peu différent pour ce qui concerne les armements dits classiques.

Là, on pourrait penser que l'on se retrouve devant le problème qui nous était posé il y a vingt-cinq ans, le problème quantitatif. Or il n'en est rien — ou tout au moins le quantitatif est-il largement balancé par le qualitatif.

En effet, sous l'influence de la technique américaine, on en est venu à doter les armements classiques de tous les raffinements des progrès récents. A force de perfectionnements, on est arrivé à faire des avions qui valent littéralement leur pesant d'or. C'est d'autant plus un abus que les hypothèses d'emploi classique de ces appareils (je ne parle pas ici du matériel destiné à la dissuasion) sont absolument irréelles, compte tenu des limitations imposées par la dissuasion nucléaire. On aboutit alors, comme on le voit actuellement au Viêt-nam, à engager contre des guérilleros des opérations qui coûtent des milliards et ceci pour des résultats très minces. Mais en même temps le prix prohibitif du matériel tend à restreindre dangereusement le nombre, si bien que l'excès de technique conduit à des résultats qui sont à l'opposé de l'intérêt militaire.

Il faudrait savoir revenir à des formules où la qualité n'empêcherait pas le nombre, c'est-à-dire à retrouver la voie des techniques simples, des matériels rustiques et à bon marché. C'est une direction de recherche toute différente de celle où l'on s'est engagé depuis quelques années. Elle me paraît indispensable. D'autre part, les recherches dans ce sens s'apparenteraient davantage aux besoins de l'industrie civile visant la production de masse et ouvriraient sans doute la voie à des progrès dans ce domaine, comme les progrès des recherches scientifico-techniques pour les industries de pointe.

III. — INFLUENCE DE LA DISSUASION SUR LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE DES NATIONS NON INDUSTRIALISÉES

Tout ce qui précède concerne exclusivement le problème que posent les armements dans les grandes nations industrialisées. Dans

DISSUASION ET INDUSTRIALISATION

les nations non industrialisées ou en voie d'industrialisation, la situation est entièrement différente. Il n'est pas sans intérêt de l'analyser.

Pour les pays non industrialisés, il ne peut être question d'effectuer des dépenses d'armement importantes. Les pays qui le font s'y ruinent, même s'ils acquièrent à bon compte des armements américains, soviétiques ou chinois. Cependant, certains d'entre eux se sentent sous le coup d'une menace nucléaire prochaine (l'Inde et le Japon de la part de la Chine), d'autres craignent l'invasion (comme la Malaisie), tous enfin ont besoin de maintenir l'ordre intérieur et l'intégrité de leurs frontières.

Si nous étions dans un monde où la sécurité collective était vraiment organisée, le poids général de ces préoccupations serait supporté par l'organisation internationale. On sait que ce n'est pas le cas. Au contraire le monde a été divisé en deux blocs, puis en trois, et les nations du Tiers Monde sont devenues l'enjeu d'une lutte d'influence entre les Grands. Les uns y ont vu une possibilité de protection, d'autres un appui pour favoriser leurs ambitions, d'autres encore un moyen de chantage entre les blocs. Il en a résulté une situation confuse et éminemment dangereuse, d'autant plus que la dissuasion réalisée au niveau nucléaire n'a qu'une influence assez réduite en dehors de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du nord de l'Asie.

En effet, deux phénomènes tendent à limiter assez étroitement la zone d'action dissuasive des armements nucléaires. Le premier repose sur les inhibitions morales qui se sont développées à l'encontre de *l'emploi* de l'arme nucléaire. L'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki et la propagande soviétique des congrès de la paix ont créé une ambiance telle que la nation qui emploierait la première l'arme atomique pour autre chose que sa défense propre se mettrait au ban de l'humanité. Le second phénomène résulte de l'équilibre réalisé par les Américains et les Soviétiques, grâce à l'existence de forces de représaille invulnérables qui constitue pour chacun d'eux une *assurance de destruction réciproque* dès que la guerre atomique éclaterait. Ces deux phénomènes concourent à réduire la *crédibilité* de la dissuasion nucléaire aux zones géographiques présentant pour les détenteurs d'armes atomiques un intérêt vital. Ce n'est évidemment pas le cas dans le Tiers Monde, Cuba excepté, comme le démontre le développement de l'action militaire américaine au Viêt-nam et l'on peut penser que la dissuasion nucléaire soviétique ne s'appliquerait pas à la Chine.

Dans ces conditions, les nations du Tiers Monde qui se sentent menacées par la puissance nucléaire chinoise ont tendance, soit à rechercher des garanties internationales, soit à se doter d'armes atomiques. Or cette dernière solution aurait pour effet d'ouvrir la porte à la prolifération des armements nucléaires, perspective éminemment dangereuse dès qu'elle dépasserait un certain degré ou qu'elle s'appliquerait à des nations intérieurement instables. D'autre part, les pourparlers de Genève sur la prévention de la prolifération ont montré que les grandes nations nucléaires n'étaient prêtes à donner leur garantie que contre une agression nucléaire. Or l'Inde, par exemple, qui s'est battue contre la Chine et le Pakistan, réclame une garantie contre *toute* forme d'agression.

Il n'y a pas de solution actuelle à cet état de choses, tant que les puissances nucléaires demeurent opposées. Toute garantie nucléaire donnée par l'une entraînerait la garantie de l'autre en faveur de son adversaire. Cela peut conduire dans le Tiers Monde à un développement des dépenses d'armement hors de proportion avec les ressources de ces États. Il est certain que la seule perspective satisfaisante serait l'organisation d'une force internationale réelle, capable de protéger les petites nations. Nous en sommes encore très loin. Une autre idée utile et à mon sens applicable, serait la création de zones dénucléarisées, en Afrique, au Moyen Orient, en Amérique latine, peut-être un jour en Asie du Sud-Est. On éliminerait ainsi les risques de prolifération nucléaire dans les zones instables. Mais encore une fois tout repose sur l'accord unanime des puissances nucléaires donc sur une évolution politique qui ne fait que s'amorcer entre les États-Unis et l'U.R.S.S. et que rien n'indique — au contraire — en ce qui concerne la Chine.

Quelles que soient les garanties de la part d'alliés ou d'organisations internationales, les nations non industrialisées doivent assurer l'ordre intérieur et couvrir leurs frontières. L'idée de vouloir remplir cette mission avec des forces classiques sur le style européen me paraît erronée : c'est trop cher et inefficace. On l'a bien vu pendant le court affrontement entre l'Inde et le Pakistan. La formule de milices nationales armées et équipées à l'économie est la seule viable. Elle combine l'avantage économique de dépenses restreintes et l'avantage moral d'une défense par le peuple. Malheureusement, les surenchères politiques entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ont conduit à surarmer le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord par exemple, dans des conditions à la fois dangereuses pour la paix et néfastes pour les intéressés. Il serait extrêmement utile

DISSUASION ET INDUSTRIALISATION

d'arriver à établir une limitation des armements classiques dans certaines zones, parallèlement à l'établissement de zones dénucléarisées. Ainsi les charges de défense des pays en voie de développement pourraient être réduites au minimum.

Il est un autre problème, fréquemment soulevé, que je me dois d'examiner : celui du transfert d'une partie des dépenses d'armement des Grandes Puissances au profit du développement économique des nations non industrialisées. L'idée est généreuse et comporte sans doute une grande part de vérité : il vaudrait mieux investir des capitaux dans le développement économique des nations qui ont du mal à vivre que de bâtir des armements coûteux que l'on espère bien ne pas voir servir. Mais d'autres vérités s'y opposent, du moins pour le moment : ce ne sont pas les armements qui créent les tensions, mais les tensions qui imposent les armements. Tant que l'opposition est restée violente entre les États-Unis et l'U.R.S.S., il ne pouvait pas être question de réduire le rythme de la course aux armements. La détente qui a suivi aurait pu l'autoriser s'il n'y avait pas eu la crise actuelle du Viêt-nam. Le problème du désarmement ne consiste pas à trouver une formule juridique d'accord, mais à rétablir la santé internationale : c'est au premier chef un problème de grande politique qui ne saurait se résoudre avec de généreuses illusions, mais avec une vue très réaliste des dangers en puissance afin d'agir à temps pour les empêcher de croître. C'est toute une « stratégie de la paix » qui serait nécessaire, axée beaucoup plus sur l'avenir que sur le présent. Dans le cadre d'ensemble de cette conception, l'existence d'une instance internationale disposant d'une force militaire effective pourrait être très utile, mais cette existence même suppose des conditions politiques favorables dont nous sommes encore très loin, malheureusement. C'est pourquoi on voit mal actuellement la possibilité de larges économies sur les armements qui pourraient être transférées au développement économique des nations non industrialisées.

Cependant, cette perspective pourrait bien se réaliser au moment où la menace de grande prolifération des armes nucléaires, grâce à des techniques nouvelles réduisant considérablement leur coût, forcera les puissances nucléaires à s'entendre sur un système de contrôle mondial des armements. Il serait alors logique que la renonciation aux armes nucléaires par les États non nucléaires et l'acceptation d'un contrôle international soient compensées par un soutien financier provenant

ANDRÉ BEAUFRE

des économies que tireraient les puissances nucléaires d'un accord de contrôle réciproque. Ce n'est pas pour aujourd'hui, mais ce pourrait être avant dix ans.

CONCLUSIONS

Dans certaines études faites aux États-Unis, on distingue entre trois hypothèses d'avenir :

1. Le monde est demeuré pacifique et ne connaît que des tensions secondaires;
2. Le monde toujours pacifique voit se développer des tensions redoutables;
3. Le monde a de nouveau été secoué par les grands spasmes de la guerre.

Cette troisième hypothèse, catastrophique, montre toute la valeur économique de la paix. Il ne sert à rien d'investir dans des productions nouvelles, d'avoir des budgets en équilibre, pour faire tous les vingt ou trente ans des orgies de dépenses et de destructions. Si les armements peuvent servir à empêcher — ou même à retarder — de tels cataclysmes, ils n'auront jamais coûté trop cher. Pour le moment, on peut dire que les armements nucléaires ont joué ce rôle si, comme le calcule l'*Institute for Strategic Studies* de Londres, la dépense mondiale des armements nucléaires s'élève à 700 milliards de francs par an, c'est peut-être une prime d'assurance acceptable, d'autant plus que pour cette somme se trouvent financés des progrès techniques importants.

Mais les armements ne constituent qu'un moyen parmi d'autres au service d'une *politique*. Ce qui importe, c'est une *politique de paix* empêchant que ne se développe l'hypothèse numéro deux, celle des tensions redoutables. C'est ce niveau qui est décisif et non celui des armements. Toutefois, au niveau des armements et dans le cadre d'une large détente, un certain nombre de mesures techniques que j'ai indiquées au passage pourraient jouer un rôle très utile. Mais elles ne peuvent être qu'une conséquence et non une cause.

La guerre est une maladie sociale dans laquelle l'arme nucléaire semble jouer le rôle d'un antibiotique puissant mais de portée limitée et de maniement dangereux. Ce qu'il faut creuser maintenant, c'est la médecine.